

Les veines ouvertes de l'héritage

Les mandats familiaux de la mémoire de l'exil chilien

The Open Wounds and Pains of Inheritance: The Chilean exile's family mandates of memory

Fanny Jedlicki



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/19396>

DOI : [10.4000/conflits.19396](https://doi.org/10.4000/conflits.19396)

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2016

Pagination : 151-167

ISBN : 978-2-343-11087-5

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Fanny Jedlicki, « Les veines ouvertes de l'héritage », *Cultures & Conflits* [En ligne], 103-104 | automne/hiver 2016, mis en ligne le 20 décembre 2018, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/19396> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.19396>

Creative Commons License

Les veines ouvertes de l'héritage

Les mandats familiaux de la mémoire de l'exil chilien

Fanny JEDLICKI

Fanny Jedlicki est maîtresse de conférences en sociologie à l'université du Havre, chercheuse au laboratoire IDEES (UMR 6266). Ses travaux ont porté sur les phénomènes migratoires et de transmission d'une mémoire familiale en Amérique Latine (Chili et Argentine). Elle travaille aujourd'hui sur les déterminants de (l'im)mobilité sociale et géographique de primo-étudiants français d'origine rurale.

Il est question ici du surdéterminisme de l'histoire sociale et familiale dans les constructions identitaires, essentiellement politiques, nationales et territoriales d'enfants d'exilés ¹ et *retornados* (littéralement « retournés ») chiliens. Nous nous intéressons à une mémoire transmise et partagée, composée d'injonctions, plus ou moins conscientes et explicites, à la continuité familiale. Dans le cas des familles qui ont connu l'exil et/ou le retour chiliens, la transmission d'aspirations à la mobilité sociale ou au maintien de positions dominantes est relativement moins centrale et investie que dans d'autres familles aux coordonnées sociales identiques non concernées par l'exil. En effet, les destinées sociales et morales ² des parents et enfants ont été heurtées par les expériences politiques et migratoires fortes.

Ensemble de représentations, de valeurs et de pratiques communes, liées à l'histoire familiale, au Chili et au politique, la « mémoire de l'exil » chilien s'est

1. L'exil politique a une définition juridique aux frontières mouvantes selon qu'il est considéré du point de vue des autorités du pays de départ, du pays d'arrivée, voire des différents pays de transit. Plusieurs décrets-lois chiliens édictés entre 1973 et 1975 ainsi que la Constitution de 1980 encadrent l'expulsion et l'interdiction d'entrée sur le territoire des indésirables. Les législations des pays d'accueil sont quant à elles nombreuses ; les Chiliens vivant à l'étranger ne prennent pas tous le statut de réfugié politique. Il est d'autant plus complexe de reprendre les catégories juridiques qu'elles sont aussi morales, distinguant de bons réfugiés politiques et de moins louables migrants économiques (voir Jedlicki F., « De l'exilé héroïque à l'illégitimité du *retornado*. Les retours des familles de réfugiés chiliens en France », in *Anuario de Estudios Americanos*, Espagne, 2007, vol. LXIV, n°1, 2007, pp. 87-110.). Aussi utilisons-nous les termes exilé et réfugié sans tenir compte des statuts légaux mais des autodéfinitions des personnes interviewées.

2. Morale renvoie ici à une forme d'éthique politique.

articulée autour de rapports ambivalents aux territoires, aux identités et à l'engagement. Mémoire collective, structurée par des cadres sociaux ³, unifiant et assurant sa pérennité, elle fut portée par des acteurs politiquement engagés au sein d'une large gauche d'obédience marxiste ⁴, ayant affronté un « même destin historique » ⁵. Elle plonge ses racines dans les expériences de l'Unité Populaire (UP), du coup d'État et de la répression, qui en constituent autant d'événements fondateurs ⁶, inscrivant l'exil dans le *continuum* de la violence politique extrême ⁷. Celle-ci caractérise la répression politique, mise en place dès le coup d'État militaire, à l'encontre des militants et sympathisants de l'UP, entraînant des traumatismes ⁸ psychiques, transmis à la génération suivante. Pour les appréhender, des emprunts explicatifs à la psychanalyse ⁹ ont été nécessaires.

Nous retraçons d'abord ce qu'ont signifié les épreuves de l'exil (essentiellement dans le contexte français) et du retour pour les différents membres des familles. Nous analysons ensuite la dimension traumatique de la mémoire, ses modes de transmissions et ses effets sur la génération des enfants. Enfin, nous examinons ce que ces derniers à l'âge adulte ont fait de leur héritage et ce qu'ils en disent au moment de l'enquête. Nous explicitons ainsi le contenu de ce que nous appelons des « mandats familiaux » et montrons comment ils assurent sous une forme spécifique les impératifs de continuité sociale du groupe familial.

-
3. Halbwachs M., *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 (1^e éd., 1925).
 4. Dans les partis de l'Unité Populaire (Parti Socialiste, Parti Communiste, Parti Radical social-démocrate, MAPU (Mouvement d'action populaire unitaire, frange radicale des Chrétiens Démocrates) et API (Action populaire indépendante) comme au MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire), dans les syndicats et les organisations de quartier et d'usines.
 5. Mannheim K., *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990 (1^e éd., 1928).
 6. Ricœur P., « Événement et sens », in Petit J.-L. (dir.), *L'Événement en perspective*, Paris, EHESS, 1991.
 7. Courante en Amérique Latine, cette expression désigne les répressions politiques dictatoriales relevant d'une organisation systémique. Elle est plus souvent utilisée dans la littérature académique française à propos des génocides.
 8. Au sens d'empreinte laissée par un événement passé dans le psychisme d'un sujet, le désorganisant. Voir aussi d'Halluin E., « La santé mentale des demandeurs d'asile », *Hommes et migrations*, n°1282, 2009, pp. 66-75.
 9. Puget J. et al., *Violence d'État et psychanalyse*, Paris, Dunod, 1989 ; Pudal B., « Du biographique entre "science" et "fiction" Quelques remarques programmatiques », *Politix*, n°27, 1994, pp. 5-24 ; Assoun P.-L. et al., « Transferts disciplinaires. Psychanalyse et sciences sociales. Table ronde... », *Politix*, n°29, 1995, pp. 186-221 ; Zarca B., « Triple démarche pour une transformation de soi. Psychanalyse, socio-analyse et autobiographie », *Le Coq-héron*, n°198, 2009, pp. 118-130.

La recherche de terrain

L'analyse est issue d'une recherche doctorale, menée auprès de familles chiliennes réfugiées dans une vingtaine de pays ; certains des membres de ces familles sont revenus au Chili, d'autres sont restés en exil. Ils ont été interviewés à Santiago entre 1998 et 2003. D'autres entretiens ont été effectués entre 1998 et 2005, en Ile-de-France, auprès d'enfants de réfugiés, n'étant jamais retournés au Chili ou ayant vécu l'expérience du retour et étant revenus vivre en France. Une centaine d'entretiens semi-directifs ont été conduits : la génération des enfants d'exilés constitue la population centrale de cette enquête (n=62). Âgés de 19 à 40 ans, ils sont majoritairement issus des classes moyennes cultivées et des classes supérieures chiliennes. La majorité d'entre eux est née au Chili et l'a quitté avant l'âge de deux ans. 40 % des jeunes interviewés ont au moins l'un de leurs parents qui a été arrêté, emprisonné et torturé.

Ce travail a été complété par des observations ethnographiques durant les mobilisations contre Pinochet (1998-2006)¹⁰. Enfin, la constitution et l'analyse d'un corpus d'archives militantes, cinématographiques et littéraires ont été effectuées.

Les extraits d'entretiens cités dans cet article ont été traduits par nos soins.

Les épreuves de l'exil et du retour chiliens

Un million de personnes ont quitté le Chili entre 1973 et 1989, soit 7,5 % de la population - ne sont considérés rétrospectivement comme exilés politiques qu'un quart d'entre eux. Il s'agit d'une migration dispersée, autour de trois grands pôles : l'Amérique latine et centrale ; les pays traditionnellement dits d'immigration (Canada, Australie, États-Unis) ; l'Europe (de l'Ouest et de l'Est). Elle s'est étalée jusqu'en 1989, autour de trois grandes vagues de départ¹¹.

Le nombre d'exilés chiliens en France est généralement estimé à 15 000. Figure valorisée, le réfugié chilien incarne, principalement aux yeux des partisans et sympathisants socialistes, communistes, radicaux et révolutionnaires français, une altérité relativement proche : plutôt blanc et catholique, il est membre d'une gauche à laquelle il est aisé de s'identifier. Mais le stéréotype du militant moustachu à guitare et *poncho*, incarné sous les traits de quelques célèbres artistes, ne recoupe évidemment pas la réalité sociologique du groupe réfugié : il est constitué majoritairement de nombreux couples venus avec un ou deux enfants en bas âge ; ils sont plus souvent issus des classes moyennes et

10. Le 16 octobre 1998, l'ancien dictateur alors à Londres est arrêté par la police britannique à la demande du juge B. Garzón. Après moult rebondissements judiciaires, Pinochet est libéré pour raisons de santé en 2000. Il rentre aussitôt au Chili, où les actions judiciaires continuent jusqu'à sa mort en 2006.

11. Araujo A.-M., Vásquez A., *Exils latino-américains : la malédiction d'Ulysse*, Paris, CIEMI-L'Harmattan, 1988 ; Bolzman C., *Sociologie de l'exil, une approche dynamique : l'exemple des réfugiés chiliens en Suisse*, Zurich, El Séismo, 1996.

supérieures, bien qu'on rencontre également nombre d'ouvriers et employés¹². Comme tous les immigrés, les exilés chiliens connaissent tout d'abord un déclassé économique, symbolique et social. Si les plus dotés d'entre eux disposent de ressources (maîtrise du français, capital social...) leur permettant d'y résister mieux que d'autres, ce sont ceux qui perdent le plus. En effet, les fractions des classes supérieures occupaient au sein de la société chilienne, très ségréguée, d'importantes positions de pouvoir et de prestige. Par ailleurs, les fractions cultivées des classes moyennes exerçant des responsabilités politiques ou syndicales ont pu bénéficier d'une position plus confortable que leurs homologues sans responsabilités lors de l'UP. Enfants de la bourgeoisie, personnalités politiques, syndicales et culturelles deviennent en France des anonymes, soumis à des conditions de vie les éloignant beaucoup de leurs précédentes positions. Si certains d'entre eux finissent à terme par trouver des conditions de vie relativement satisfaisantes, d'autres n'y parviennent pas. L'exil est pour tous une épreuve vécue en famille mais de façon inégale selon les ressources détenues.

« Être chilien » en exil : la transmission d'une ambivalence

Ce sont des images et sentiments à la fois très positifs et très négatifs qui se transmettent en même temps qu'ils sont construits par les enfants. Il n'est en effet pas question de seuls éléments hérités dans le cours de la socialisation, mais aussi, même pour ceux qui ne sont pas nés au Chili, de rapports réels avec une entité à la fois nationale, géographique et symbolique. L'exil est une expérience partagée par l'ensemble du groupe familial.

Les rapports entretenus au Chili sont ambivalents : le pays est à la fois idéalisé et assimilé à la violence et à la souffrance par les parents comme par les enfants¹³.

Pour les parents, l'exil ne peut être appréhendé autrement que comme temporaire : il est vécu comme une sanction terrible et injuste, une dépossession de soi et de son existence. La cassure brutale de l'action politique, à partir du coup d'État, est cruellement vécue. S'ils ont pour la plupart rebâti des structures partisans en exil, dans lesquelles ils se sont fortement investis, leur engagement évolue peu à peu¹⁴, se faisant progressivement plus associatif et culturel. Cet engagement est individuel, parfois conjugal, voire familial : les enfants peuvent être présents aux réunions et manifestations, lorsqu'ils ne fré-

12. Araujo A.-M., Vásquez A., *ibid.* ; Gaillard A.-M., *Exils et retours. Itinéraires chiliens*, Paris, CIEMI/L'Harmattan, 1997.

13. Jedlicki F., « *Venceremos, Pinocho y las empanadas...* Grandir en exil à l'ombre du retour », *Hommes & Migrations*, n°1305, 2014, pp. 33-39.

14. Avec son lot important de reconversions et désengagements. Cf. Willemez L., « *Perseverare Diabolicum* : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social », *Lien social et Politiques*, n°51, 2004, pp. 71-82.

quentent pas des structures *ad hoc*, inspirées des mouvements de « pionniers » communistes, comme à Cuba et à l'Est du Mur.

Le Chili constitue pour la majorité un paradis perdu, fantasmé. Les exilés surinvestissent des objets et pratiques culturellement marqués, ayant pour fonction de rappeler « là-bas » et réaffirmer qui l'on est : un Chilien marxiste chassé injustement de son pays. Les symboles nationaux (drapeau, « *cueca* »¹⁵...), politico-folkloriques (et en particulier musicaux) sont convoqués dans les regroupements communautaires, tandis que la plupart des foyers sont décorés d'objets artisanaux saturés de signifiants politiques¹⁶. Autant de marqueurs identitaires à la fois nationaux et idéologiques rappellent ainsi que la migration est politique. Ces sentiments et affirmations d'appartenance sont transmis aux enfants qui, socialisés en France, peuvent, à l'instar de nombre d'enfants d'immigrés, se sentir « déchirés entre deux sociétés »¹⁷. Ils sont nombreux à évoquer le sentiment d'avoir vécu leur enfance comme dans « dans une salle d'attente », suspendus au retour... Aussi, la question du choix du lieu de vie à plus ou moins long terme se pose de façon relativement aiguë et douloureuse pour toutes les familles de réfugiés chiliens.

Le retour, un devoir militant et existentiel

Pour les parents, le projet de retour est présent dès les premiers jours de l'exil. Il contient une composante politique : il faut revenir afin de poursuivre ce qui a été entrepris sous l'UP. Ses anciens militants et sympathisants adhéraient globalement au projet de société à la fois socialiste, réformiste et révolutionnaire, contenu dans le mouvement politique, syndical et social qui a accompagné le gouvernement dirigé par Allende durant mille jours¹⁸. Ce projet politique impliquait à terme une redéfinition de la répartition des richesses et des classes sociales. Les efforts consentis étant à la fois collectifs et individuels, les destinées de chacun épousaient la destinée nationale dans la marche frénétique d'une Histoire en train de se faire. Il s'agit là de souvenirs valorisés *a posteriori*, liés à des émotions positives, que l'on retrouve par exemple dans le célèbre documentaire « La Bataille du Chili », de Patricio Guzmán (1977).

« C'est magnifique ce qui s'est passé au Chili. Mais pourquoi c'est si magnifique si ça t'a coûté l'exil ? Si une fois dans ta vie tu peux vivre une révolution, c'est fabuleux ! C'est un moment unique ! Fort, speed, tu crois que tout est en train de changer, tu vis pleinement, le

15. Danse nationale traditionnelle.

16. *Arpilleras* (tableau textile cousu à la main, fabriqué le plus souvent par les femmes de prisonniers politiques, détenus-disparus), posters d'Allende, etc.

17. Voir aussi Sayad A., *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité. Les enfants illégitimes*, Paris, Raisons d'agir, collection « Cours et travaux », 2006 [1979].

18. Gaudichaud F., *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013.

reste de ta vie ne sera plus que train-train [...] C'est comme un orgasme ». Juan, 60 ans, cadre du PS, réfugié en France en 1974 où il réside toujours, interviewé à Paris en 1999.

Pour les militants issus de la bourgeoisie chilienne¹⁹, adhérer à l'UP signifiait renoncer à reproduire les positions sociales et économiques familiales. Dans une société perçue alors en cours de transformation, ce déclassement objectif était compensé par une *ascension morale*²⁰ : faire advenir un monde nouveau et plus juste. Les valeurs politiques et morales transmises plus tard à leurs enfants seront fortement imprégnées de cette vision du monde et de soi dans le monde.

Par ailleurs, « le droit à vivre dans sa patrie » représente une exigence existentielle, qui s'impose aussi aux moins engagés politiquement. Il peut se décliner sous la forme d'un projet collectif, porté par certains partis, et/ou comme un projet individuel et/ou familial, connaissant des variations dans le temps. On distingue plusieurs vagues de retours²¹.

On considère au début des années 2000 que seul un tiers des personnes ayant quitté le Chili serait rentré²² : la société chilienne a profondément changé, comme les exilés. Les « retrouvailles » s'accompagnent de profondes désillusions, d'autant plus fortes qu'elles avaient été très investies durant l'exil. L'État chilien est devenu ultralibéral ; le régime de terreur (1973-1989) a valorisé des formes d'individualisme qui perdurent, perçus par les *retornados* comme un rejet de leurs valeurs et pratiques politiques. Ils sont considérés comme de « dangereux marxistes » par la droite, qui a réussi à imposer l'image de « profiteurs », partis en « exil doré », dans des sociétés d'abondance et/ou des États-Providence. Aux yeux de la gauche radicale en particulier, il s'agit de « traîtres » ou de « lâches », qui n'étaient pas là pour mener la résistance. Les élites politiques revenues d'exil, membres de la *Concertación*, suscitent la critique de ceux qui considèrent que les nouveaux dirigeants poursuivent et renforcent le régime économique et social mis en place par la dictature. Quant aux enfants de *retornados*, ils sont considérés le plus souvent comme des « étrangers », aux accents et pratiques « bizarres », tandis qu'ils héritent des étiquettes politiques parentales. Aussi, les *retornados* sont-ils fortement stigmatisés au Chili, ce qui pèse sur leur (ré)insertion.

19. Cette situation concerne plus de la moitié des parents de nos interviewés.

20. La croyance en un modèle tenu pour juste est vertueuse, permettant à celui qui la porte de l'être également. Il y a en ce sens une carrière morale – Goffman E., *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Éditions de Minuit, 1968 (trad.) – et une possible élévation morale.

21. A partir de 1982 et surtout de 1984, sont publiées des listes autorisant une série de personnes à revenir (ou interdites de retour) : les premiers retours significatifs ont lieu. Un décret suprême met fin à l'exil politique le 1^{er} septembre 1988. En 1990, le gouvernement de la *Concertación* (Concertation de partis pour la démocratie, née en 1988, rassemblant le centre et la gauche chilienne, à l'exception du PC) met en place une politique d'aide au retour jusqu'en 1994.

D'autant plus que le retour constitue une nouvelle migration. Il l'est davantage pour les enfants, qui ne « reconnaissent » pas le pays qu'ils avaient imaginé et ne s'y sentent ni bienvenus, ni « chez eux »... Certains disent : « c'est moi qu'on a exilé maintenant ! ». Tout se passe donc comme si les enfants connaissaient à leur tour et à une tout autre échelle l'effondrement d'un projet collectif, décliné comme un rêve dans lequel pourraient s'accomplir leur *habitus* de gauche et les dispositions acquises durant la socialisation primaire. Ils subissent une perte de repères culturels dans un pays finalement étranger, le déclassement socioéconomique familial les premiers temps, le renversement de la polarité positive de leur étiquette de gauche valorisée dans les pays d'exil. Les jeunes *retornados* font l'expérience directe de profonds désajustements et connaissent des sanctions symboliques, inattendues. Ces expériences sont vécues sous le sceau du déshonneur et de l'injustice, rappelant les sentiments blessés de leurs parents, autrement dit de ceux qui ont été vaincus et qui ont survécu au coup d'État, eux-mêmes une troisième fois disqualifiés par l'expérience du retour. Le retour signe ainsi pour les enfants l'effondrement d'un pays rêvé et d'un projet existentiel, semblable à l'effondrement vécu par leurs parents en 1973.

Les empreintes profondes de la violence et ses résurgences fantomatiques

La mémoire blessée des vaincus

L'exil, soit le bannissement de la communauté et du territoire nationaux d'un citoyen en raison de ses valeurs et actions, voire de ce qu'il est, est une sanction politique qui remonte à l'antiquité athénienne, où elle était considérée comme plus grave que la mort. Sur le plan politique, le coup d'État signifie pour les exilés une lourde défaite. Perdants et victimes à l'identité blessée²³, ceux qui n'ont pas subi dans leur chair les exactions physiques et morales infligées massivement aux partisans de l'UP tendent à se sentir coupables d'y avoir échappé²⁴. Leurs rapports à leur histoire, donc à eux-mêmes et à l'avenir, sont entravés par des traumatismes, largement refoulés. Briser les survivants est l'un des objectifs de la répression par la terreur, qui consiste à détruire l'opposition politique présente et à brider toute velléité de résistance future. Elle s'adresse à tout le corps social à travers certaines victimes choisies : hommes et femmes de gauche (ou suspectés tels), ouvriers particulièrement. La répression est d'autant plus terrifiante qu'elle est à la fois cachée et visible, notamment à travers le phénomène de détention-disparition, nié officiellement²⁵. La torture place les individus qui la subissent dans une expérience-limite, apparen-

22. Gaillard A.-M., *ibid.*

23. Pollak M., *Une Identité blessée, études de sociologie et d'histoire*, Paris, Métailié, 1993.

24. Levi P., *Le devoir de mémoire*, Paris, Mille et Une Nuits, 1995 ; Semprun J., Wiesel E., *Se taire est impossible*, Paris, Mille et Une Nuits, 1995.

25. Garcia Castro A., *La mort lente des disparus au Chili sous la négociation civils-militaires (1973-2002)*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2002.

tée à la folie ²⁶. La perte de l'intégrité physique et psychique, l'ébranlement du sens qui en résulte s'effectuent dans un contexte de déni, partie intégrante du terrorisme d'État. Ce qui rend les processus d'élaboration psychique, donc de mise en souvenir et de narration, difficiles voire impossibles. Plus souvent refoulées, les atrocités vécues restent inscrites dans les corps et se révèlent souvent de manière somatique. D'autant plus que les anciens prisonniers tendent à minorer les épreuves qu'ils ont vécues, en raison de la culpabilité d'avoir survécu. Les priorités définies par les partis politiques réorganisés en exil se concentrent sur l'action militante, stigmatisant toute parole sur ce qui s'est passé, perçue comme une « plainte petite-bourgeoise psychologisante ». Il n'y a donc pendant longtemps pas d'espace permettant une élaboration collective de la répression subie. L'affaire Pinochet et la joyeuse mobilisation qu'elle entraîne en Europe amène une libération des paroles, vécue comme « cathartique » ²⁷.

« Quand Pinochet a été arrêté... c'est là que j'ai trouvé un sens à mon histoire. Avant c'était quelque chose d'individuel, complètement, qui me concernait et que je gardais parce que c'était mon histoire, mon problème individuellement et pas rattaché à quelque chose qui pouvait faire avancer les choses et en fait c'est quand Pinochet est arrêté [...] là j'ai fait le lien entre mon histoire et celle-là... et dans cette histoire, il y avait toute une place pour revenir à ce que ça signifiait à l'intérieur d'un mouvement et non pas seulement individuellement comme victime ». Maria-Paz, 52 ans, ex-miriste, prisonnière politique, elle a été exilée en France en 1974, où elle réside encore, interviewée à Paris en 2000.

Transmission de la mémoire traumatique

Viñar, qui a travaillé auprès de survivants des dictatures argentine, chilienne et uruguayenne, explique que les effets mortifères de la violence extrême s'exercent sur trois générations ²⁸. La littérature scientifique sur les descendants des survivants de la Shoah ou encore sur les descendants de rescapés de guerre, le rejoint. *De facto*, les chercheurs spécialistes du Cône Sud se réfèrent aux travaux sur les génocides juif et arménien en particulier pour rendre compte de ce qui s'est passé sur le continent sud-américain. Hirsch ²⁹ propose le concept de « post-mémoire » pour signifier les relations complexes de la « génération d'après » avec un passé qu'elle ne peut se remémorer, mais

26. Viñar M. et M., *Exil et Torture*, Paris, Denoël, 1989.

27. Jedlicki F., « Les exilés chiliens et l'affaire Pinochet. Retour et transmission de la mémoire », *Les cahiers de l'Urmis*, n°7, 2001, pp. 33-51.

28. Viñar M., « L'énigme du traumatisme extrême » (*Re)penser l'exil*, n°1, Genève, 2010/2011 ; « *Violencia política extrema y transmisión intergeneracional* », (*Re)penser l'exil*, n°3, Genève, 2013, pp. 147-153.

29. Hirsch M., « The Generation of Postmemory », *Poetics Today*, n°29, 2008, pp. 103-128.

avec lequel elle est si liée qu'elle pense parfois « s'en souvenir » ; la post-mémoire est essentiellement d'ordre traumatique et s'applique également au cas chilien.

C'est durant l'affaire Pinochet que de nombreux enfants de réfugiés « apprennent enfin ce qui est arrivé à leurs parents », bien qu'ils déclarent « avoir toujours su ». Si parler des expériences de la torture et de l'enfermement dans la sphère publique est ardu, il est encore plus difficile de le faire auprès de ses propres enfants. Aussi, y a-t-il eu généralement peu de paroles dans les familles ; pour autant, une transmission intergénérationnelle traumatique s'est effectuée de façon clandestine. La psychanalyste Gampel propose le concept d'« identification radioactive » pour rendre compte de ce type de transmission, silencieuse et presque invisible³⁰. Les silences familiaux produisent les mêmes conséquences que les dénis, soit une impossible symbolisation : le non-dit est érigé en impensable impensé, pourtant présent durablement dans la psyché des enfants³¹. Les psychanalystes adoptant le paradigme transgénérationnel parlent également d'« encryptement », comme si le trauma était enfermé dans une crypte hermétique, sans possibilité pour le sujet psychique d'y pénétrer. Les enfants dont les parents n'ont pas connu la prison ni la torture n'échappent pas à cette mémoire collective traumatique : des proches, familiaux, amicaux, camarades, en ont été victimes et le sentiment de culpabilité de leurs parents, qui y ont eux échappé, semble si aigu qu'il entraîne une transmission des effets de la terreur.

Aussi, observe-t-on chez les enfants de réfugiés chiliens une prise en charge, complexe, des traumatismes parentaux. La violence extrême reconfigure en effet les rôles familiaux : les parents apparaissent aux yeux de leurs enfants bien souvent comme de « fragiles héros »³². Constituées en figures emblématiques inégalables du fait de leur engagement et de la tragédie de 1973, ils sont aussi en souffrance : impossible tâche, il faut les protéger, sinon réparer, ce qui donne au mandat parental une résonance accrue.

« J'ai mal pour mes parents. Penser à eux peut me faire m'écrouler complètement. [...] Et dire que moi je ne suis que leur fils. Ils ont vécu ce tremblement de terre, qui ne me touche que comme une répercussion sismique ! [...] Ils ont perdu les plus belles années de leur jeunesse, tous ces efforts pour construire quelque chose, donner la vie au parti, se donner entièrement aux autres... pour

30. Gampel Y., *Ces parents qui vivent à travers moi. Les enfants des guerres*, Paris, Fayard, 2005, p. 81.

31. Viñar M., 1989, *ibidem* ; Araneda M., « Les influences de la réalité externe dans les situations extrêmes », communication au 44^e Congrès de l'Association Internationale de Psychanalyse, Rio de Janeiro, 28 au 31 juillet 2005.

32. Expression empruntée au documentaire de Pacull E., « Héros fragiles », Paris, éditions Montparnasse, 2007, 87 min., 35 mm/1.85.

construire une meilleure société ! [...] Alors quand je pense à eux qui firent tant, [...] qui ont souffert toute leur vie pour pouvoir construire quelque chose qui n'a jamais pu réussir à se construire, qui a été abattu littéralement, cela me provoque une grande douleur. [Il fond en larmes puis en sanglots] [...] Ils sont tristes et je sais qu'ils ne seront jamais vraiment heureux, parce que c'est une douleur très forte et ils me l'ont racontée, ils me l'ont pleurée, je l'ai vue, j'ai vécu avec eux alors je la connais, et moi aussi cela m'arrive... [...] la douleur est si forte que la chose la plus minime, comme une manif, un hymne, un symbole te détruit, qu'on te fasse parler de ça, ça te brise... [...] La dictature nous a tué l'âme. » Rodrigo, 28 ans, a vécu en ex-Yougoslavie et en Équateur, revenu au Chili en 1983, parents socialistes, interviewé en 2002 à Santiago du Chili.

Cette économie affective, liée et renforcée par l'exil ³³, s'explique également du point de vue de la dynamique d'ensemble du groupe familial : en effet, en prenant le rôle de protecteurs généralement dévolu aux parents, les enfants participent à la survie de l'entité familiale dont ils dépendent, et au *containment* de ses composantes fragilisées ³⁴.

Des héritiers meurtris

Une forme de névrose commune est repérable chez les enfants de réfugiés politiques chiliens. Entrelacée aux histoires intimes singulières qui l'alimentent aussi, elle se décline sous de multiples variations. Pour autant, c'est à un certain « rapport au monde » ³⁵ partagé, saisi par l'enquête sociologique, que nous nous intéressons. Il s'est ainsi révélé durant la quasi totalité des entretiens à travers l'expression d'émotions fortes, de lapsus, voire de récits de rêves et cauchemars marquants ³⁶.

Les jeunes gens interviewés se caractérisent par une tendance à la culpabilité qui, alliée au sentiment de ne pouvoir « être à la hauteur » (vis-à-vis d'un engagement héroïque, de circonstances tragiques et, au-delà, des attentes parentales réelles et supposées, voire des rôles sociaux à tenir), entraîne des conduites d'évitement de diverses situations sociales (scolaires, amoureuses, professionnelles) ou encore des difficultés à établir des relations durables. Aussi, la toute-puissance infantile est infléchie par la conjugaison des effets diffus de la terreur, héritée, et du sentiment de n'être protégé ni par les institu-

33. L'exil tendant à produire du resserrement sur la cellule familiale et de l'interdépendance entre ses membres.

34. Cette hypothèse s'inspire de l'analyse du don de rein (par donneur vivant à son épouse), pas si « désintéressé » que cela. Cf. Baudelot C., Baudelot O., *Une promenade de santé. L'histoire de notre greffe*, Stock, 2008.

35. Zarca B., *ibid.*

36. Le sentiment de libération éprouvé par une partie des interviewés à la fin des entretiens attesterait également de l'existence de cette névrose commune (Zarca B., *ibidem*).

tions ³⁷ ni par ses parents. La configuration psychique qui en découle est caractérisée par une fragilité et une difficulté à se projeter dans l'ordre des générations, en tant qu'adulte susceptible d'égaliser et de remplacer des parents, dont l'existence serait alors menacée une seconde fois.

Meurtris durablement, les enfants de réfugiés politiques chiliens apparaissent fortement agités par une histoire collective, en partie encryptée, dont il est impossible ou très difficile de dépasser les néfastes effets psychiques, même dans un cadre psychanalytique ³⁸. Aussi, la grande majorité des jeunes gens interviewés déclarent être passés par des phases de leur existence dominées par des rapports malheureux à eux-mêmes et au monde. Les plus tourmentés d'entre eux (1/6 du corpus enquêté) ont connu des trajectoires (scolaires, amoureuses, professionnelles, migratoires) très accidentées. Ils sont toujours au moment de l'entretien dans des situations instables. Les parcours de leurs parents sont pour partie également chaotiques, sans que l'on ne puisse établir ce qui pourrait relever strictement de l'exil ou d'autres phénomènes ³⁹.

Ces jeunes-là évoquent des sentiments aigus de dissonance ⁴⁰ envers leurs environnements (scolaires et professionnels en particulier, ainsi que dans la famille élargie) qu'ils résident au Chili ou en France où ils sont « restés », lorsqu'ils n'y sont pas re-revenus ⁴¹. Dépressions nerveuses, fortes addictions alcooliques et/ou toxicomaniaques, pratiques délictueuses parsèment les parcours adolescents et/ou adultes de nombre d'entre eux. Il est encore très difficile pour ceux-là de trouver leur place dans le monde ⁴².

La majorité des enfants de réfugiés rencontrés sont néanmoins parvenus, au fil du temps et d'expériences socialisatrices moins dépendantes du cadre familial, à se stabiliser. Accommodant l'héritage, ils ont réussi à désimbriquer la mémoire de l'exil, à savoir la triade politique-territoriale-nationale qui la fonde : des éléments clés de l'héritage sont conservés, d'autres mis de côté, la plupart bricolés ⁴³. Ainsi certains militent, mais vivent en France ; d'autres résident au Chili, tandis que leurs parents sont restés en terres d'exil, mais ils n'ont pas d'activité politique. Diverses combinaisons existent, confirmant que les identifications ne sont jamais figées ni principalement nationales. Ainsi un

37. Tous se caractérisent également par une détestation commune, mâtinée d'une grande méfiance voire de peur, envers les forces de l'ordre, particulièrement militaires.

38. Viñar M., *ibid.*

39. Décès et/ou maladie d'un membre de la famille nucléaire, séparations douloureuses entre les parents, difficultés d'emploi, tendance à changer de lieux de résidence (parfois de pays), etc.

40. Pagis observe le même sentiment chez des enfants de soixante-huitards. Cf. Pagis J., *Les incidences biographiques du militantisme en mai 68. Une enquête sur deux générations familiales : des « soixante-huitards » et leurs enfants scolarisés dans deux écoles expérimentales (Vitruve et Ange-Guépim)*, thèse pour le doctorat de sociologie, EHESS, 2009.

41. Soit après être rentré au Chili.

42. Pagis J., *ibid.*

43. Bastide R. « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'Année sociologique*, vol. 21, 1970, pp. 65-108.

jeune homme, ayant passé cinq années dans l'ancienne RDA, déclare : « ma seule patrie c'est le socialisme » ; un autre, ayant grandi en France, se définit comme « profondément chilien », mais rêve et projette de s'établir aux États-Unis ; une jeune femme s'auto-définit « latino-américaine ». Pour échapper aux grandes catégories étatiques, d'autres déclinent encore l'appartenance au-delà des territoires et nationalités : « ma nation, c'est mes amis » ; « mon lieu, mon territoire, c'est avec la personne que j'aime/mon enfant. »

« Je suis autant chilien qu'allemand ou chinois, je m'en fiche, j'ai des choses allemandes, des choses chiliennes, mais je ne suis pas à 100 % l'un ou l'autre [...] mais je ne me sens pas, comme je l'ai beaucoup entendu, apatride, je sens que je n'ai pas besoin de patrie. » Pedro, 38 ans, fils de communiste, exilé avec ses parents en ex-RDA, revient au Chili en 1970, membre du FPMR ⁴⁴, interviewé à Santiago en 2002.

Certains de ces jeunes gens seraient particulièrement adaptables, ayant pris l'habitude de vivre des situations très contrastées durant leurs enfances, du fait de l'exil et du retour : ils ont pour la majorité d'entre eux vécu dans plus de trois pays. Ayant les mêmes parcours migratoires, d'autres se déclarent au contraire profondément immobiles, affirmant la nécessité d'ancrages stables (territoriaux, familiaux, professionnels, politiques). Tous expriment par ces deux rapports au monde diamétralement opposés à la fois l'importance de la question territoriale, soit du lieu où vivre et la manière dont cette question est résolue : les sentiments d'appartenance sont reportés sur des individus ou groupes, plutôt que sur des collectifs et des espaces nationaux. Il s'agit là d'accommodements identitaires ⁴⁵, évolutifs.

Ces trajectoires heurtées, produites par la violence et l'exil, doivent être également mises en lien avec ce qui est fait de l'héritage social et politique.

La loyauté politique comme mandat parental respecté

Déplacements géographiques : décalages socioéconomiques ?

Si le coup d'État, l'exil et le retour viennent infléchir négativement les destinées psychiques des exilés et de leurs enfants, qu'en est-il de leurs trajectoires sociales ?

L'expérience de l'exil a été synonyme d'un déclassement, plus ou moins important selon les pays d'accueil, en particulier pour les membres des classes

44. *Frente Patriótico Manuel Rodríguez*, bras armé du PC.

45. Camilleri C., Karteszstein J. et al., *Stratégies identitaires*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997.

supérieures, même si au cours du temps, et en France en particulier, les réfugiés accèdent généralement à de meilleures positions qu'à leur arrivée, toutes classes sociales confondues. L'expérience du retour entraîne des réinstallations difficiles, notamment sur le plan du logement et de l'emploi, les *retornados* connaissant un chômage 2,5 à 3,5 fois supérieur à celui des autres Chiliens ⁴⁶. Revenir sous la dictature est le plus socialement coûteux. Pour autant, la plupart des *retornados* finissent par retrouver dans la société chilienne la position sociale qu'ils occupaient ou plutôt celle qu'ils étaient destinés à occuper, si l'exil n'avait pas eu lieu. Ainsi, les fractions dominantes du groupe bénéficient des capitaux économiques et sociaux familiaux, leur permettant de posséder un domicile, de monter une entreprise ou encore de trouver, à partir de 1990 et de l'instauration d'un gouvernement civil, un emploi dans la haute administration par exemple, lorsqu'ils n'exercent pas une profession intellectuelle supérieure. Aussi, s'ils ont pu expérimenter une misère de position ⁴⁷ à certains moments de leurs trajectoires, le déplacement social n'est que temporaire et à long terme assez relatif. Sur le plan politique, les concessions multiples faites aux valeurs idéologiques initiales sont fréquentes ; pour ceux qui participent de près ou de loin à la *Concertación* ou encore pour ceux qui rejoignent le secteur entrepreneurial, elles peuvent être moralement coûteuses :

« Tu imagines, devenir chef d'entreprise, patronne, comme mon père, ce que ça peut vouloir dire pour une socialiste ! Je n'aurais jamais cru le devenir, moi qui étais à fond dans l'UP... », s'exclame ironiquement Aurélia, 50 ans, ex-militante socialiste, réfugiée à Cuba et en Équateur, revenue au Chili en 1987, interviewée à Santiago du Chili en 1999.

Les *retornados* issus des classes moyennes et des classes populaires réintègrent globalement les positions qui leur étaient initialement dévolues dans l'espace social chilien ⁴⁸. Certains d'entre eux reconvertissent positivement des ressources acquises en exil, qui sont particulièrement activées pour leurs enfants. Ils peuvent accéder aux prestigieuses et onéreuses écoles privées (française et allemande, par exemple) gratuitement, du fait de la possession d'une autre nationalité, lorsqu'ils ne se distinguent pas sur le marché scolaire et de l'emploi par la maîtrise d'une langue européenne : une petite mobilité sociale ascendante, ou tout du moins une forme de résistance à la fragilisation socio-économique liée à l'ultralibéralisme chilien, peut ainsi être effectuée.

46. Gaillard A.-M., *ibid.*

47. Bourdieu P. (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.

48. Il faut néanmoins souligner combien les écarts entre les plus riches et les plus démunis ont augmenté sous la dictature. Le Chili post-dictatorial est considéré par la statistique internationale comme l'un des pays de l'OCDE les plus inégalitaires en termes de répartition des revenus.

In fine, pour la génération des parents, l'exil a produit des déplacements qui s'observent davantage au plan de leurs positionnements politiques que de leurs trajectoires sociales. Cependant, leurs engagements initiaux pèsent sur ce qu'ils transmettent à leurs enfants : nous l'observons en particulier dans les familles les plus dotées, pour lesquels il s'agit moins d'occuper (ou réoccuper) des positions dominantes que de reproduire du capital culturel associé à certaines dispositions et aspirations morales antérieures à l'exil. Le choix d'études supérieures⁴⁹ et des professions des enfants en témoigne nettement. Ils se tournent plutôt vers des filières universitaires que des écoles de commerce et plutôt vers des métiers intellectuels ou encore d'aide (enseignement et recherche, arts, professions médicales et paramédicales, journalisme) que vers le secteur entrepreneurial. Sur le plan socioéconomique, c'est précisément au regard de l'importance attachée à la reproduction du capital culturel qu'ils se distinguent de leurs homologues chiliens qui se sont massivement dirigés vers des études de gestion et des carrières commerciales.

Être chilien et de gauche

L'exil entraîne un sentiment de perte de maîtrise de sa destinée ; aussi nombre de parents, comme beaucoup de migrants⁵⁰, souffrent d'entendre leurs enfants s'exprimer [mieux] dans une autre langue que la leur. La peur que sa progéniture ne « perde » la « culture d'origine » est fréquemment évoquée. Aussi, les relations que les enfants entretiennent au Chili et leur attachement aux valeurs politiques parentales, peuvent revêtir une dimension existentielle pour leurs aînés. La perspective d'une rupture « culturelle » dans la continuité familiale les bouleverse d'autant plus qu'elle est attribuée à la répression : « Pinochet a vraiment gagné, il nous a même volé nos enfants, qui sont devenus de petits Français ! ».

Les parents tendent ainsi à transmettre à leurs enfants des injonctions à être plutôt Chiliens que Français et plutôt « de gauche ». En substance le message adressé est celui-ci : « Nous avons été injustement chassés de notre terre, qui est un paradis ; nous y rentrerons un jour, pour renverser Pinochet et réinstaurer le socialisme pour lequel nous avons lutté ; toi aussi, tu es chilien, tu es et seras de gauche, militant, et tu vivras dans cette terre qui nous manque tant ».

Il s'agit là d'un mandat familial imbriquant étroitement identification politique et nationale, se déclinant également sous la forme d'une inscription territoriale. Ce mandat est d'autant plus puissamment reçu qu'il se mêle à l'impératif psychique de réparation de la souffrance parentale. Il est ainsi particulièrement difficile de le contester ou de le refuser. Concrètement, le man-

49. Au Chili, l'enseignement supérieur et secondaire est privatisé et très onéreux.

50. Sayad A., *ibid.*

dat familial de l'exil chilien peut se décliner principalement sous la forme d'actions politique et migratoire (rentrer au Chili) de la part des enfants, autrement dit par l'accomplissement, différé, des désirs parentaux. La façon dont nombre d'enfants de *retornados* évoquent le retour familial, voire les retours que certains d'entre eux effectuent seuls, en témoigne :

« Même si je n'avais pas envie de rentrer, je ne pouvais pas leur faire ça. »

« En rentrant, j'ai accompli ma dette. »

Dans notre corpus d'enquête, un individu sur six tend à se conforter à ces mandats familiaux. Ces jeunes gens sont revenus vivre au Chili, parfois s'y sont même installés seuls, alors que leurs parents restaient vivre dans les sociétés d'exil. Ces jeunes-là se montrent très loyaux envers les messages parentaux, en particulier sur le plan de leurs engagements au sein d'organisations politiques et syndicales traditionnelles, couvrant le large spectre des gauches chiliennes des années 1980 et 90. Certains d'entre eux (plus souvent des hommes) sont revenus dès la fin des années 1970 afin de participer à la lutte armée et/ou politique pour renverser le régime militaire. La politique officielle est également investie, par exemple par le petit-fils d'une haute figure de l'État chilien, devenu diplomate chilien et membre du PS. Le volet territorial du mandat parental est également acquitté par ceux qui vivent au Chili et s'y trouvent toujours au moment de l'entretien.

Rodrigo a 28 ans, issu d'une famille de gauche sur au moins deux générations du côté paternel, ses parents socialistes fuient le Chili en 1973. Ils vivent plus de trois ans en Équateur, avant de s'installer, par choix politique, en ex-Yougoslavie, où ils résident plus de cinq ans. Ils reviennent au Chili, alors qu'il a 9 ans, en 1983. Rodrigo est né dans la clandestinité, « le poing dressé » ; il a milité dans une brigade d'enfants chiliens, son héros était alors Tito. Le retour au Chili est difficile pour lui, il est alors pétri de terreur et de colère, passant une adolescence plutôt isolée, marquée par sa timidité. Il s'engage à l'âge de 13 ans, au sein de son lycée, dans les rangs de FPMR, avant de rejoindre brièvement le MIR ; il connaît des affrontements violents avec la police et entre rapidement au PS dans lequel il reste jusqu'au référendum en 1988. Sa déception face au gouvernement de la Concertación est si importante qu'il cesse de militer pendant dix ans. Il se consacre alors à ses études, de journalisme, qu'il ne termine qu'aujourd'hui, après une longue période instable l'ayant amené à travailler dans d'autres pays latino-américains. Il sera bientôt père et souhaite poursuivre une carrière journalistique et/ou politique : il a en effet réintégré les rangs du PS, dans lequel il occupe actuellement un poste de dirigeant. L'engagement est pour lui tout à la fois un héritage familial et une obligation morale : même s'il « n'espère plus changer le monde », il entend participer à son amélioration. L'entretien a lieu dans les locaux du PS.

Qu'en est-il des rapports à la politique des autres enfants de réfugiés et *retornados* chiliens ? On n'observe qu'une seule rupture radicale, synonyme ici d'un positionnement politique dans un bord opposé à celui des parents : les enfants d'exilés chiliens se situent, sans surprise, massivement sur la gauche de l'échiquier politique. Mais cela ne signifie pas qu'ils s'engagent tous, ni qu'ils s'engagent comme leurs parents. Ils se montrent, sans surprise, plus écologistes et antiracistes et plus souvent altermondialistes que marxistes révolutionnaires. Ce type de glissement est observé chez beaucoup d'enfants de marxistes, indépendamment du facteur migratoire et du pays d'origine. De même, leurs engagements sont très typiques des jeunes adultes de leurs âges. Ils sont en cela le fruit d'une socialisation effectuée dans d'autres sociétés que celle où leurs parents ont été formés idéologiquement et ont milité et dans une période historique marquée par l'effondrement du bloc socialiste. Les formes que prennent leurs engagements diffèrent également : ils s'engagent plus ponctuellement et de façon plus circonstanciée, plutôt dans le secteur associatif que dans des organisations politiques traditionnelles, lorsqu'ils ne le font pas professionnellement, en reconvertissant l'héritage. Ils ont néanmoins hérité de préférences politiques, ainsi que de dispositions à la politique ⁵¹, voire de modes de faire de la politique, c'est-à-dire d'un capital militant ⁵², clairement positionné à gauche.

Du côté des *retornados*, notons que les jeunes rentrés au Chili avant le plébiscite de 1988, qui ont été lycéens et/ou étudiants durant cette période, ont pour la plupart connu un parcours semblable : ils se sont engagés dans le mouvement des étudiants du secondaire (1983-1988) ou à l'université, participant à des réunions publiques et clandestines, des manifestations et des occupations de leurs établissements. C'est dans l'institution scolaire qu'ils sont approchés ou qu'ils approchent des militants d'organisations de gauche (socialistes, miristes, communistes et armées ⁵³), que la majorité d'entre eux finissent par rejoindre. Leur engagement est plus ou moins intense et tend à s'affaiblir sinon à disparaître avec l'arrivée au pouvoir de la *Concertación*, enterrant les espoirs de changement politique radical. Rares sont ceux qui poursuivent et/ou se remettent à militer dans des structures partisans traditionnelles dans les années 1990 ⁵⁴. En revanche, la plupart se rendent systématiquement aux

51. Percheron A., *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1997 ; Pagis J., *ibid.*

52. Qui diffère très légèrement de la définition donnée par Matonti F. et Poupeau F., « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, pp. 4-11. Ici, ce capital s'acquiert dès l'enfance, dans des expériences que les enfants ne vivent pas nécessairement comme militantes, mais auxquelles ils participent réellement, sans en être de simples spectateurs.

53. FPMR ; MAPU-Lautaro.

54. Cuadros D., « Répression, transition démocratique et ruptures biographiques. Le cas des militants communistes chiliens », *Cultures & Conflits*, n° 89, 2013, pp. 53-69.

manifestations commémoratives du 11 septembre et sont inscrits sur les listes électorales. Une fraction, minoritaire, d'interviewés déclarent se tenir le plus éloignés possible de la politique. C'est la marque d'un rapport négatif à ce qui est perçu comme un engagement dangereux, sinon sacrificiel, de la part de leurs parents, ayant fait passer en second les soins et attentions portés à leurs enfants⁵⁵. C'est du moins la façon, douloureuse, dont ces jeunes ressentent les choses ; les plus meurtris parlent même d'abandon⁵⁶.

Ainsi, ce que nous appelons la « mémoire de l'exil chilien » et plus spécifiquement les « mandats familiaux » sont deux vecteurs contigus de la construction de soi, autant qu'ils participent à la production et reproduction des positions sociales et morales occupées par les enfants de réfugiés chiliens. Un mandat familial renvoie à la délégation d'une génération à une autre d'un « pouvoir d'agir au nom et pour un autre ». Ils priment dans le cas présenté plus que toute autre chose dans l'économie affective familiale. Les messages qui les constituent s'expriment durant la socialisation primaire et ils se transmettent de façon inconsciente entre les générations. Ce sont les traumatismes liés aux violences extrêmes qui en forment le socle. Les mandats s'imposent de manière contraignante ; ne pas en remplir les exigences signifierait trahir les parents et leur histoire. C'est enfin un déterminant de choix opérés par les enfants à l'âge adulte ; ici il s'agit des choix politiques, territoriaux et nationaux. Tout se passe comme si les enfants de réfugiés et *retornados* chiliens devaient réaliser les destinées parentales brisées par le coup d'État de 1973. La dimension morale de ceux-ci, synonyme notamment d'injonction à rester de gauche, tient à deux éléments : d'une part à l'histoire singulière de l'exil chilien où les engagements de gauche se sont trouvés « magnifiés » par la terreur, associée à un contexte historique particulier, où la sanglante répression contre les partisans d'un gouvernement marxiste démocratiquement élu a été largement condamnée dans le monde ; d'autre part, à l'échelle des individus, par l'impossibilité de contrarier les *desiderata* de parents blessés. Si la dimension politique et traumatique de la transmission peut se retrouver chez les enfants de militants et sympathisants chiliens qui sont restés au Chili, les expériences migratoires intensifient le poids du mandat, en raison principalement du sentiment de dépossession lié à l'exil tandis que l'idéalisation-répulsion pour une société finalement méconnue accentue les décalages sociaux de ceux qui vivront au Chili. Aussi, l'expérience malheureuse du retour que connaissent les enfants, renforce la connaissance directe de formes de déclassement symbolique, voire de déshonneur qu'ont connues dans un autre contexte et avec une autre intensité leurs parents.

55. Pagis J., *ibid.*

56. Les parents parfois également, notamment lorsqu'ils ont confié leurs enfants à d'autres camarades. Voir notamment le film de Carmen Castillo « Rue Santa Fe », Les films d'ici/ Institut National de l'Audiovisuel, Love Streams agnès b Productions, 2007, 160 min., 35 mm/1.85.